

EurAc et FORSC appellent au maintien des aides extérieures pour Burundi

14/10/2011 Burundi: un désinvestissement des partenaires internationaux serait désastreux pour le processus de paix et pour les perspectives de développement
 Bruxelles-Bujumbura, 11 octobre 2011 EurAc appuie depuis longtemps le processus de paix au Burundi, non seulement par notre travail de plaidoyer en collaboration avec la société civile burundaise, mais aussi par les efforts de nos membres sur le terrain. Nous avons envoyé des observateurs électoraux pour renforcer les équipes d'observateurs burundais en 2005 et 2010. Nous sommes préoccupés par le désinvestissement de certains bailleurs. De notre point de vue, le Burundi est un exemple clair d'un pays qui fait face à une pauvreté extrême dans un contexte de fragilité, après des décennies de rivalités ethniques et politiques. Nous pensons qu'il est nécessaire, pour la durabilité des efforts de développement du passé, de consolider le processus de paix et d'aider le Burundi à se stabiliser par le progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cette consolidation est non seulement importante pour le Burundi, mais pour toute la région et ses différentes problématiques transfrontalières.

Au début de 2011, la coopération britannique DFID (Department for International Development) a décidé de mettre fin à son programme bilatéral au Burundi à partir de 2012/2013. De facto, cette décision mettra fin aux activités de la coopération suédoise, puisqu'elles sont mises en oeuvre à travers le DFID. Différents partenaires bilatéraux et multilatéraux sont en train de repenser leur collaboration avec le Burundi, des réflexions qui risquent d'aboutir aux désengagements ou des appuis moins importants. D'après une étude sur le budget réalisée par l'Observatoire Gouvernementale, une ONG locale, il a été constaté que sur les 51% d'aide extérieure attendus des partenaires du Burundi, seulement environ 20% avaient été mobilisés à la fin du 1er semestre. A défaut de ces appuis, le gouvernement recourt à la hausse des taxes, ce qui pénalise davantage les plus pauvres. Cette situation inquiète EurAc au plus haut degré : le Burundi a fait un parcours remarquable pour tourner la page du conflit et devrait entamer la lutte contre les causes profondes de ce conflit, en commençant par la pauvreté et la mauvaise gouvernance. La violence actuelle dans tout le pays, et surtout le drame du 18 septembre à Gatumba démontre que la page n'est pas encore tournée. Lire l'intégralité du Document